

LA RANDONNEE DES LANGUES, UN BRASSAGE FAVORISANT L'INSTAURATION DE LA RECONCILIATION ET DE LA PAIX DURABLE

Dr Adama Diokolo COULIBALY, Laboratoire de Recherche sur le Monde Arabe –
Musulman (LaRMA) UYOB - FLSL Bamako – Mali

adamadiokolocoulibaly@yahoo.fr +223 66 79 95 72

Résumé

Cet article traite de la place des langues dans le processus de reconstruction, de réconciliation et de paix dans un pays multilingue comme le Mali. La pertinence de ce sujet se justifie, surtout par l'officialisation de nos langues nationales, devenues un enjeu majeur pour une coexistence pacifique dans un Mali apaisé et stable. La diversité linguistique favorise la communication interculturelle et devenue une condition essentielle à la réalisation de la réconciliation nationale et à la reconstruction sociale. Les résultats de cette étude peuvent contribuer à l'apaisement d'un climat de stabilité pour une paix durable au Mali. La problématique étant le constat de méfiance entre les différentes communautés du Pays est donc d'actualité. Objectif de cet article est de montrer le rôle de la diversité linguistique dans le processus de l'instauration de la paix et de la réconciliation nationale. La méthodologie adoptée privilégie une approche qualitative, fondée sur la conduite d'entretiens guidés auprès des différents acteurs impliqués dans le processus de paix et de réconciliation. Ces entretiens ont été menés auprès de collègues de travail, d'hommes politiques et de représentants de la société civile, pour un total de vingt-huit (28) personnes interrogées. Les résultats de cette étude révèlent que les langues, bien au-delà de leur fonction utilitaire de communication, constituent des vecteurs essentiels de l'identité, des valeurs et des représentations du monde. A ce titre, elles apparaissent comme des leviers fondamentaux pour la consolidation d'un climat de paix et la préservation de l'identité nationale. La recommandation forte de cette étude est de mettre l'accent sur l'importance des langues nationales, devenues langues officielles dans toutes les sphères de la vie publique (paix et réconciliation, vérité et justice), pour un développement durable.

Mots clés : Randonnée, brassage, réconciliation, paix durable, multilinguismes.

Abstract : The Journey of Languages: Linguistic Interactions Promoting Reconciliation and Lasting Peace.

It is well accepted that national languages are the vehicles of culture. As vectors of the decolonization of knowledge, the substratum of endogenous development. This conviction and the efforts made in terms of language planning and instrumentation have motivated the Malian authorities, in a process of "refoundation", to ultimately decide to make them official under Article 31 or the Constitution of July 22, 2023. However, French remains the language of work, which shows that there is still much to be done to make the national languages genuine tools for the country's socio-economic development. The aim here is to identify the challenges faced by institutions in charge of implementing policies to promote national languages, and to make suggestions for improving their performance. Through a qualitative approach, we interviewed 28 people (users of national languages and workers in institutions dedicated to their promotion) by means of an interview guide until we reached the required number. The findings of this study reveal that languages, far beyond their utilitarian function of communication, serve as essential vehicles of identity, values, and worldviews. As such, they emerge as key levers for the consolidation of a peaceful climate and the preservation of national unity. The results also indicate that institutions dedicated to the promotion of national languages lack both the qualified human resources and the financial means necessary to fulfill their mandates, thereby underscoring the need for additional and sustained efforts to support their mission.

المخلص : تجوال اللغات: تفاعل لغوي يُعزّز المصالحة ويؤسّس للسّلم الدائم.

يتناول هذا المقال مكانة اللغات في عملية إعادة البناء والمصالحة وإرساء السلام في بلد متعدد اللغات مثل مالي. وتتبع أهمية هذا الموضوع من الطابع الرسمي للغات الوطنية، التي أصبحت قضية محورية لتحقيق تعايش سلمي داخل مالي آمنة ومستقرة. كما أن التنوع اللغوي يعزز التواصل بين الثقافات ويُعدّ شرطاً أساسياً لتحقيق المصالحة الوطنية وإعادة البناء الاجتماعي. وتشير نتائج هذه الدراسة إلى أن تعزيز هذا التنوع اللغوي في مالي يرسى مناخاً من الاستقرار، وتحقيقاً لسلام دائم. وتتمثل إشكالية البحث في وجود حالة من انعدام الثقة بين مختلف مكونات المجتمع في البلاد، وهي مسألة لا تزال راهنة. أما المنهجية المعتمدة فهي منهجية كيفية، تقوم على إجراء مقابلات موجهة مع مختلف الفاعلين المعنيين بعملية السلام والمصالحة، من زملاء عمل، وسيااسيين، وممثلين عن المجتمع المدني، بمجموع ثمانية وعشرين (28) شخصاً. وتكشف نتائج الدراسة أن اللغات، بما يتجاوز وظيفتها التواصلية، تُعدّ حاملة للهوية والقيم والتصورات عن العالم، مما يجعلها أدوات أساسية لتعزيز مناخ السلام والحفاظ على الهوية الوطنية. وتوصي الدراسة بضرورة تعزيز مكانة اللغات الوطنية التي أصبحت لغات رسمية في جميع مجالات الحياة العامة (السلام، المصالحة، الحقيقة والعدالة)، من أجل تحقيق تنمية مستدامة.

الكلمات المفتاحية: الرحلة، التمازج، المصالحة، السلام الدائم، التعدد اللغوي

PLAN DE L'ARTICLE

Introduction

Problématique, Question de recherche et Hypothèses

Méthodologie

Résultats

Définitions des concepts et interprétations

Discussions : citations commentées et réflexions critiques

Recommandations

Conclusion

Références bibliographies

INTRODUCTION

Si la randonnée nous renvoie à une rencontre spectaculaire des langues, elle nous conduit tout naturellement dans l'univers du multilinguisme. Par conséquent, l'outil central de ce phénomène est bien la langue. Celle-ci est, selon Ferdinand de Saussure (1916), « un système de signes où seul compte leur valeur relative » ; elle est structurée, conventionnelle et doublement articulée, servant de moyen de communication, d'expression identitaire et d'échange social. La langue, conçue, est le reflet d'une culture et le socle d'une communauté humaine.

De fait, les hommes sont unis parce qu'ils vivent en société, mais également divisés en raison des tensions et conflits inhérents à cette cohabitation. Dès lors, si la langue est spécifiquement humaine, quel rôle joue-t-elle dans ce double processus d'unification et de division ?

Il n'y a pas d'Etat de droit sans langues. C'est justement parce que la langue est conventionnelle qu'elle permet l'établissement de relations contractuelles. De la simple promesse au contrat juridique, la parole lie les contractants : elle remplace les mécanismes instinctifs et les rapports de force naturels. En cela, comme l'indique Mikhaïl Bakhtine (1984), « toute parole est dialogique », c'est-à-dire ancrée dans l'interaction sociale. Le langage fonde l'ordre juridique, politique et moral par le biais d'un consensus construit, autrement dit par un accord volontaire exprimé dans une langue partagée.

La langue modèle et structure les rapports inter et intra-communautaires. Elle permet de connaître et d'accepter des cultures différentes. Comme le soulignait Amadou Hampâté Bâ dans sa célèbre conférence à l'UNESCO (1970), « En Afrique, chaque vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle » : cette métaphore nous rappelle que les langues orales véhiculent des trésors de savoirs, d'histoires et de valeurs communautaires. La préservation et la promotion de ces langues sont donc un impératif culturel et éducatif.

Faire la paix, c'est peut-être d'abord savoir entendre et accepter ce qui nous distingue. A ce titre, la langue devient un vecteur essentiel de réconciliation. Elle incarne les visions du monde, spécifiques à chaque peuple et contribue à la compréhension mutuelle. Louis-Jean Calvet (2006), dans son ouvrage *Pour une écologie des langues du monde*, insiste sur le fait que « la diversité linguistique est l'expression de la diversité des intelligences humaines ». Cette diversité doit donc être valorisée comme une richesse et non comme un obstacle.

Cependant, cette pluralité peut également devenir facteur de dissension si elle n'est pas prise en compte dans les politiques linguistiques. Selon Ayo Bamgbose (2000), « l'exclusion des langues locales sont marginalisées, ce sont des peuples entiers qui se trouvent mis à l'écart du développement et du vivre ensemble. Il est donc essentiel d'assurer une gouvernance linguistique inclusive, comme le propose Karamoko Ouattara (2019) dans *Langues africaines et gouvernance linguistique*, en prônant une approche fondée sur les réalités sociolinguistiques du continent.

La diversité des langues, si elle est bien encadrée, est aussi une parcelle vers l'interculturelle. Elle permet aux individus et aux et aux groupes de confronter leurs points de vue, de les tolérer et, dans le meilleur des cas, d'atteindre une vérité partagée. En bamanankan, on dit : « N'i ko an ka sigi, i ko an ka kele, o fana de be na ni ben ye ». (lorsque tu dis qu'il nous faut nous asseoir, tu dis, en vérité, qu'il nous faut discuter ; or c'est du dialogue que jaillit la paix). Cette sagesse populaire illustre bien le rôle de la parole dans le règlement des différends.

Les langues peuvent donc être aussi bien à l'origine des conflits qu'un instrument essentiel pour les résoudre. Après la Seconde Guerre mondiale, la Charte des Nations Unies a été adoptée non pas dans une seule langue, mais dans cinq. De même, l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale au Mali a été traduit en treize langues nationales (désormais langues officielles) afin de garantir une appropriation inclusive et équitable du texte par toutes les communautés.

Cela démontre que le multilinguisme est au cœur du système multilatéral, et constitue un levier essentiel pour la reconstruction nationale. L'UNESCO (2016) soutient d'ailleurs que « l'éducation multilingue fondée sur la langue maternelle permet une meilleure acquisition des savoirs, une inclusion accrue et une justice sociale ».

Dans cette perspective, l'éducation multilingue devient un pilier de la réconciliation nationale. L'approche défendue par l'AMALAN (2023) insiste sur l'importance d'une politique linguistique fondée sur le pluralisme et l'équité, pour passer d'un multiculturalisme statique à un inter-culturalisme dynamique. Ce passage permet de construire une société où les langues ne sont pas seulement des véhicules, mais des liens vivants entre les mémoires, les territoires et les hommes.

Comme le rappelait Joseph Ki-Zerbo (1980), « on ne développe pas, on se développe », et cela commence par la valorisation des langues nationales. Enfin, Lev Vygotsky (1934) nous rappelle que « la pensée se développe dans le langage », soulignant l'indissociabilité entre développement cognitif, dialogue social et diversité linguistique.

Il revient donc aux politiques publiques de reconnaître et d'intégrer cette richesse plurilingue, non seulement comme facteur de paix, mais aussi comme condition d'émancipation collective.

Problématique, Questions de recherche et Hypothèses

Problématique :

Le problème majeur posé dans cet article remonte depuis les années 1960, date de l'indépendance du Mali. Le pays a connu plusieurs rébellions et de périodes d'instabilité, notamment en 1963, 1990 et 2012, ce qui a créé entre les différentes communautés une certaine méfiance pour ne pas dire une situation de « qui vive », tout cela exacerbé par un djihadisme, banditisme armé. Ce qui a provoqué une déliquescence au sein du tissu social malien, entraînant un bouleversement de l'unité nationale. Pour pallier ce phénomène, qui est devenu une tare dans le développement socio culturel et économique, les autorités de la transition tentent de

poser les jalons pour une reconstruction du pays et à jamais. Le multilinguisme peut-il servir de levier pour la réconciliation nationale ?

Question générale :

En quoi la diversité linguistique peut-elle constituer un levier de réconciliation, de paix et de reconstruction pour le Mali contemporain ?

Questions spécifiques :

Quel imaginaire linguistique portent les locuteurs des langues nationales, désormais érigées au rang de langues officielles, dans le cadre des pourparlers en faveur de la stabilité et d'une paix durable au Mali ?

Le multilinguisme, tel qu'il se manifeste concrètement en République du Mali, favorise-t-il un brassage inter-ethnique propice à l'épanouissement culturel et à l'édification d'une paix harmonieuse ?

Quelles orientations et recommandations conviendrait-il de formuler afin de faire du brassage linguistique un vecteur stratégique de paix et un socle pour un développement endogène et durable ?

Hypothèses :

Le brassage linguistique constituerait un vecteur essentiel de consolidation de la paix durable.

La pluralité des langues serait un ferment de souveraineté culturelle et un levier de résilience identitaire.

La langue représenterait l'élément de jonction entre les populations, vivant dans une même aire culturelle pour l'amélioration du vivre ensemble.

METHODOLOGIE

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de cette étude s'est articulée autour de l'usage d'un guide d'entretien, outil qui nous a permis de recueillir des données pertinentes en lien avec notre problématique. Ainsi, des entretiens ont été menés avec plusieurs collègues linguistes de l'École normale supérieure de Bamako, qu'avec certains collaborateurs du service- AMALAN. Par ailleurs, des échanges fructueux ont eu lieu avec des membres de la commission de rédaction de la Charte nationale pour la réconciliation et la paix, de même qu'avec des représentants du RECOTRAD.

En complément de ces entretiens, un travail de recherche documentaire a été entrepris, nous conduisant à explorer les œuvres de penseurs majeurs tels qu'Amadou Hampâté Bâ, Joseph Ki-Zerbo et Ferdinand de Saussure, tous ayant abordé, chacun à sa manière, les enjeux liés à la langue dans ses diverses dimensions. La consultation du numéro 97 de la revue bimestrielle *Manière de voir*, intitulé *La bataille des langues*, s'est également révélée d'un grand intérêt.

Enfin, les ressources disponibles en ligne ont apporté un appui non négligeable à l'élaboration et à l'enrichissement de notre réflexion.

RESULTATS

Les investigations menées permettent de faire émerger plusieurs résultats significatifs. Tout d'abord, elles révèlent la conscience croissante, au sein des milieux académiques et institutionnels, de l'importance de la diversité linguistique comme levier de réconciliation et de paix durable. Les entretiens réalisés mettent en lumière la nécessité d'un ancrage sociolinguistique dans les politiques publiques, notamment en matière d'éducation, de communication institutionnelle et de médiation sociale.

Par ailleurs, les échanges avec les acteurs impliqués dans la rédaction de la Charte nationale pour la réconciliation et la paix, qu'avec les représentants du RECOTRAD, ont permis de mieux cerner les dynamiques d'intégration des langues nationales dans les processus de dialogue communautaire. Il ressort de ces entretiens une volonté manifeste de valoriser les langues

nationales comme vecteurs d'inclusion, de justice sociale et de transmission intergénérationnelle des valeurs de cohésion.

L'analyse documentaire met également en exergue la pertinence des réflexions de penseurs tels qu'Amadou Hampâté Bâ, Joseph Ki-Zerbo, Ferdinand de Saussure ou encore Louis-Jean Calvet, dont les travaux éclairent les rapports entre langue, identité, pouvoir et mémoire collective.

Enfin, les résultats obtenus soulignent l'urgence d'une approche intégrée et plurilingue dans la construction d'une paix durable, où les langues ne seraient plus perçues comme de simples outils de communication, mais comme des fondements culturels et symboliques essentiels à la reconstruction du lien social.

4.1 Définition des Concepts :

Randonnée linguistique : circulation, coexistence et interaction des langues dans un espace pluriel.

Paix durable : stabilité fondée sur la justice sociale, la reconnaissance des identités culturelles et la participation citoyenne.

Brassage ethnique : interaction harmonieuse des cultures et des groupes ethniques favorisée par la communication linguistique.

Transculturel : dépassement des frontières culturelles par l'intercompréhension et la cocréation symbolique.

Multilinguisme : coexistence fonctionnelle de plusieurs langues dans une même société, favorisant l'inclusion et la diversité.

Langue : outil de socialisation, vecteur d'identité, miroir de la pensée collective.

4.2 La langue comme baromètre de souveraineté :

Les différentes investigations entreprises dans le cadre de cette étude ont permis de faire émerger un faisceau de résultats riches d'enseignements, révélateurs de la profondeur des enjeux linguistiques dans les dynamiques de réconciliation et de paix durable. À travers les entretiens qualitatifs menés auprès d'acteurs du monde académique, de responsables institutionnels et de praticiens du dialogue social, il est apparu que la question des langues, longtemps reléguée au second plan des politiques publiques, se trouve aujourd'hui au cœur des réflexions sur la reconstruction du vivre-ensemble.

Les échanges ont mis en évidence une prise de conscience progressive quant au rôle fondamental que peuvent jouer les langues nationales dans les processus de médiation communautaire, de résolution des conflits et de restauration du tissu social. Nombre d'intervenants soulignent l'urgence d'un rééquilibrage linguistique qui permette à chaque communauté de se reconnaître dans l'espace public et institutionnel, condition sine qua non d'une paix véritablement inclusive.

Par ailleurs, les apports de la recherche documentaire confirment et amplifient ces constats. Les travaux de penseurs majeurs tels qu'Amadou Hampâté Bâ, Joseph Ki-Zerbo, Ferdinand de Saussure ou encore Louis-Jean Calvet éclairent, chacun à leur manière, les intrications profondes entre langue, mémoire, culture et pouvoir. Ils montrent combien la langue dépasse sa seule fonction instrumentale pour devenir, dans les sociétés plurilingues, un enjeu identitaire, symbolique et politique majeur.

En définitive, les résultats de cette recherche mettent en exergue la nécessité de repenser les fondements linguistiques de nos sociétés, dans une perspective de justice cognitive et de dialogue interculturel, condition indispensable à l'instauration d'une paix durable, enracinée dans les réalités sociolinguistiques des peuples.

4.3 Le multilinguisme, une véritable campanule dans un espace de pourparlers vers une paix durable

Dans les contextes de sociétés plurilingues, le multilinguisme s'impose comme un vecteur stratégique de médiation sociale, politique et culturelle. Métaphoriquement comparé à une campanule – cette fleur qui éclot avec délicatesse mais dont la résonance symbolique est profonde – le multilinguisme devient un élément fondamental dans les pourparlers, les dialogues interculturels et les processus de réconciliation. La campanule, par son écho subtil mais constant, évoque la voix de toutes les langues qui, dans leur diversité, créent une harmonie communicative propice à la construction d'une paix durable.

Dans les pourparlers de paix, la reconnaissance et l'utilisation des langues locales et nationales jouent un rôle fondamental dans l'inclusion des différents groupes socioculturels. Comme le souligne Louis-Jean Calvet (1999), « toute politique linguistique est une politique de pouvoir ». Ainsi, intégrer le multilinguisme dans les mécanismes de négociation et de résolution des conflits revient à équilibrer les rapports de pouvoir, à redonner la parole aux groupes souvent marginalisés et à construire des ponts là où les silences entretenaient les fractures.

Le multilinguisme favorise non seulement l'accessibilité du discours, mais il nourrit également la confiance mutuelle entre les acteurs. La parole, lorsqu'elle est restituée dans une langue maternelle, devient un outil d'expression authentique, d'affirmation identitaire et de catharsis communautaire. Les travaux de Franz Fanon (1952) sur le rapport entre langue et identité révèlent que parler une langue étrangère dans des espaces de négociation peut engendrer un dédoublement psychologique, voire une aliénation. À l'inverse, parler dans sa propre langue permet une implication émotionnelle et symbolique plus forte dans le processus de paix.

En cela, le multilinguisme peut être envisagé comme une écologie linguistique de la paix, au sens d'Einar Haugen (1972), dans laquelle chaque langue a sa place dans le système communicatif, sans domination hiérarchique ni exclusion. Cette approche renforce le sentiment d'appartenance, la reconnaissance mutuelle et la légitimité des différentes voix dans les débats publics, condition sine qua non pour une paix réellement inclusive et durable.

Dans les espaces de dialogue communautaire et de réconciliation nationale, comme au Mali, la pluralité linguistique est une ressource à valoriser, non un obstacle. Elle peut devenir, selon les termes de Jean-Baptiste Marcellesi (1998), « une polyphonie constructive », où chaque langue participe à la symphonie sociale. Ainsi, lors des dialogues intercommunautaires, des forums de paix ou des commissions de vérité, le recours aux interprètes communautaires, aux médiateurs linguistiques et aux langues véhiculaires régionales assure une participation équitable de tous les segments de la population.

Enfin, dans un contexte de post-conflit, l'institutionnalisation du multilinguisme dans les médias, l'éducation et la gouvernance locale permet de prolonger les effets pacificateurs du dialogue initial. La langue devient alors un outil d'ancrage mémoriel et de prévention des conflits futurs. Car, comme le dit Ngũgĩ wa Thiong'o (1986) : « La langue est le dépositaire de l'âme d'un peuple ». En la réhabilitant dans les processus de paix, on réhabilite aussi la dignité des peuples.

4.4 Brassage ethnique dans un espace transculturel pour une paix durable au Mali :

Le Mali, creuset de civilisations millénaires, se distingue par la richesse de son pluralisme ethnique et culturel. Des Dogons aux Peuls, des Bambaras aux Touaregs, des Soninkés aux Khassonkés, des Songhaïs aux Bozos, la diversité constitue l'un des fondements de l'identité nationale. Toutefois, cette diversité, qui fut longtemps source de complémentarité et de cohabitation harmonieuse, tend à se fragiliser sous l'effet de tensions identitaires exacerbées par des facteurs politiques, économiques et sécuritaires. Dans un contexte de crise multidimensionnelle, la question de la coexistence pacifique des communautés devient cruciale. Le brassage ethnique, s'il est soutenu par un cadre transculturel inclusif, peut devenir un socle fondamental pour une paix durable au Mali. Cette interaction harmonieuse entre groupes ethniques, enracinée dans les valeurs partagées de solidarité, d'intercompréhension et de cohabitation pacifique, renforce les liens sociaux et nourrit la confiance entre les communautés.

L'espace transculturel apparaît comme un cadre dynamique de rencontre, de dialogue et d'hybridation des valeurs où le brassage ethnique peut être repensé comme un levier de paix durable. Amadou Hampâté Bâ éclaire avec profondeur les dynamiques de coexistence et les mécanismes traditionnels de régulation sociale, tels que la sanankuya ou parenté à plaisanterie, qui incarnent des formes endogènes de médiation interethnique. Il rappelle avec sagesse que « les parentés à plaisanterie sont une institution qui permet aux sociétés africaines d'atténuer les tensions et de désamorcer les conflits par l'humour et la parole », soulignant le rôle central des structures coutumières dans la préservation du tissu social (Hampâté Bâ, *L'Empire peul du Macina*, 1984, p. 33).

Ces alliances interethniques que regorgent les traditions maliennes ont permis de désamorcer les tensions sociales et de cultiver le respect mutuel. De même, l'éducation orale et la transmission des savoirs communautaires, portées par les langues locales, demeurent des piliers de la coexistence pacifique. Dans cet espace transculturel, la langue joue le rôle de pont entre les identités, permettant à chacun de se reconnaître dans l'autre.

Le philosophe camerounais Fabien Eboussi Boulaga (2003) écrivait : « La culture, c'est ce par quoi l'on devient humain avec les autres. » Ce devenir-ensemble, catalysé par les échanges interculturels et linguistiques, rend possible une réciprocité citoyenne apaisée. Par ailleurs, selon le sociologue congolais Georges Balandier (1985), « toute société est un mélange d'emprunts, d'innovations et de réinterprétations culturelles ». Cela souligne l'importance d'une dynamique interculturelle qui transforme le brassage ethnique en moteur de résilience sociale.

Ainsi, la langue, au-delà de son rôle fonctionnel, devient vecteur de confiance. Elle facilite les médiations communautaires et les dialogues sociaux. Le lien de confiance s'élabore dans ces zones d'interconnaissance que les espaces transculturels permettent de bâtir, comme les marchés, les lieux de culte, les écoles ou les espaces artistiques.

En somme, le brassage ethnique dans un espace transculturel n'est pas seulement un idéal culturel : il constitue un levier pragmatique et structurant pour construire une paix durable au Mali, fondée sur le respect, la confiance, la mémoire partagée et la cohabitation harmonieuse des diversités.

DISCUSSION ET CITATIONS COMMENTÉES

Les résultats issus de nos investigations appellent une réflexion approfondie sur les liens intrinsèques entre langue, culture et processus de réconciliation. Il importe ici de croiser ces résultats empiriques avec les apports théoriques de penseurs majeurs, afin d'en dégager la portée et d'enrichir l'analyse critique.

Comme le souligne avec justesse Amadou Hampâté Bâ, « en Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». Cette citation, maintes fois évoquée, conserve toute sa puissance évocatrice dans le contexte de notre étude : elle rappelle que la langue, au-delà de son aspect communicationnel, est aussi un véhicule de mémoire, de sagesse ancestrale et de transmission intergénérationnelle. Dès lors, toute politique de paix véritable se doit d'intégrer les langues nationales, sans lesquelles la continuité culturelle se trouve gravement menacée.

De son côté, Joseph Ki-Zerbo affirmait : « On ne développe pas, on se développe ». Cette maxime invite à une déconstruction des modèles exogènes qui ignorent les réalités linguistiques des peuples. La paix, à l'instar du développement, ne saurait être un produit d'importation. Elle doit émerger du terreau culturel et linguistique des sociétés concernées. Cela suppose une valorisation assumée du multilinguisme local, non pas comme un obstacle à l'unité, mais comme une richesse à cultiver dans une démarche inclusive.

Dans une perspective plus structuraliste, Ferdinand de Saussure écrivait : « La langue est un système où tout se tient. » Cette conception souligne que toute modification d'un élément linguistique résonne sur l'ensemble du système. Transposée au champ social, elle permet d'entrevoir que l'effacement ou la marginalisation d'une langue peut entraîner une dislocation

symbolique et identitaire, fragilisant les liens de solidarité communautaire. Ainsi, dans le cadre d'un processus de réconciliation nationale, la revalorisation des langues marginalisées devient un acte réparateur à forte portée symbolique.

Par ailleurs, Louis-Jean Calvet, dans ses travaux sur les politiques linguistiques, insiste sur la dimension politique du fait langagier : « Une langue n'est pas simplement un outil de communication ; c'est aussi une institution sociale, un marqueur d'identité et un instrument de pouvoir. » Cette assertion renforce l'idée que la reconnaissance des langues nationales ne saurait être un simple geste folklorique, mais bien un levier de justice sociale, de redistribution symbolique et de refondation démocratique.

Pour sa part Fabien Eboussi Boulaga (2003) écrivait : « La culture, c'est ce par quoi l'on devient humain avec les autres. » Cette citation met en lumière une conception relationnelle et humaniste de la culture. Pour Boulaga, la culture ne se résume pas à un ensemble de savoirs, de pratiques ou de traditions figées ; elle est avant tout un processus de socialisation et d'humanisation dans l'interaction avec autrui.

Elle souligne que l'humanité ne se construit pas dans l'isolement, mais dans la reconnaissance, l'échange et la cohabitation avec les autres cultures. Ainsi, devenir humain, c'est apprendre à vivre ensemble, à dialoguer, à partager et à co-construire un monde commun. La culture devient alors le lieu d'un apprentissage du vivre-ensemble, fondé sur l'altérité et la réciprocité.

Dans le contexte du brassage ethnique et de la paix durable au Mali, cette citation prend tout son sens. Elle invite à penser la diversité culturelle non comme une menace, mais comme un espace fécond d'humanisation réciproque. C'est en valorisant les échanges interculturels, les rencontres entre groupes ethniques et les traditions partagées qu'une société inclusive et pacifiée peut se construire.

En somme, Boulaga nous rappelle que la paix passe par une culture du lien, de la reconnaissance mutuelle et de l'hospitalité culturelle, car c'est avec les autres que l'on devient pleinement humain.

En définitive, la mise en dialogue entre ces références théoriques et les données recueillies montre combien une politique linguistique inclusive et participative peut constituer un socle durable pour la paix. Elle invite à dépasser les approches utilitaristes ou technocratiques pour embrasser une vision humaniste, ancrée dans les réalités vécues des communautés linguistiques. Ces auteurs rappellent que la langue n'est pas qu'un outil : elle est une structure de pensée, une ontologie, un patrimoine vivant.

RECOMMANDATIONS

Intégration du multilinguisme dans l'éducation : Il est essentiel d'adopter une approche éducative favorisant l'enseignement multilingue à tous les niveaux scolaires et universitaires. Cela permet non seulement de renforcer l'accessibilité et la qualité de l'éducation, mais aussi de valoriser les langues nationales comme vecteurs de transmission des savoirs et de construction d'une citoyenneté inclusive.

Mise en place de centres de recherche en linguistique appliquée : Il est impératif de créer et de renforcer des centres de recherche spécialisés sur les langues nationales. Ces centres devront mener des études approfondies sur la sociolinguistique, la politique linguistique et l'impact du multilinguisme sur le développement socio-économique. Ils serviront également de plateformes pour la formation d'experts et la production de ressources scientifiques adaptées aux contextes locaux.

Production et diffusion de contenus scientifiques, juridiques et pédagogiques en langues nationales : Afin de démocratiser l'accès au savoir et de garantir une meilleure appropriation des connaissances par les populations, il convient de promouvoir la rédaction et la diffusion de publications scientifiques, de documents juridiques et de manuels pédagogiques en langues

nationales. Cette initiative contribuerait à renforcer la reconnaissance institutionnelle de ces langues et à faciliter leur utilisation dans les sphères académiques, administratives et juridiques. Renforcement du rôle de l'AMALAN dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques linguistiques : L'Académie Malienne des Langues (AMALAN) doit bénéficier d'un soutien institutionnel accru afin de jouer un rôle central dans la définition et l'application des politiques linguistiques nationales. Il est nécessaire d'élargir ses missions, d'augmenter ses capacités opérationnelles et de lui conférer un rôle consultatif privilégié auprès des instances gouvernementales et éducatives afin d'assurer une gestion linguistique cohérente et efficace.

CONCLUSION

Le multilinguisme est une richesse inestimable qu'il convient de valoriser pleinement dans les dynamiques de réconciliation, de cohésion sociale et de développement durable. Dans des sociétés pluriethniques et plurilingues comme celle du Mali, chaque langue constitue non seulement un vecteur de communication, mais aussi un réservoir de savoirs, de valeurs et d'identités culturelles. Promouvoir le multilinguisme, c'est favoriser l'inclusion des communautés dans la vie sociale, politique et économique, tout en consolidant les bases d'une citoyenneté partagée. La reconnaissance officielle des langues nationales représente une avancée décisive vers un Mali réconcilié avec lui-même, où chaque citoyen peut se sentir écouté, respecté et représenté dans sa diversité linguistique. Cette reconnaissance linguistique, loin d'être un simple geste symbolique, est un levier stratégique pour une gouvernance participative, un dialogue interculturel constructif et une paix durable fondée sur l'équité, la dignité et le respect mutuel.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de cette réflexion, il apparaît clairement que la question linguistique dépasse largement le cadre d'un simple outil de communication. Elle s'impose comme un enjeu fondamental de gouvernance, de cohésion sociale et de développement humain durable. Dans un Mali pluriel, les langues nationales ne sont pas seulement les témoins de la mémoire collective ; elles constituent de véritables leviers d'unification, de réconciliation et de renaissance culturelle.

Le brassage linguistique et ethnique, lorsqu'il est accompagné d'une volonté politique forte et d'un cadre institutionnel inclusif, devient un facteur d'équilibre et de stabilité. Les langues, porteuses de valeurs, de récits et de visions du monde, permettent aux citoyens de dialoguer, de se reconnaître mutuellement et de participer activement à la construction d'une paix durable. C'est à travers elles que se tissent les liens de confiance indispensables à la réconciliation nationale.

La reconnaissance officielle des langues nationales, consacrée par la Constitution du 22 juillet 2023, marque une étape historique. Elle traduit la volonté de bâtir un Mali nouveau où chaque citoyen, quelle que soit sa langue maternelle, puisse se sentir acteur du destin collectif. Cependant, cette reconnaissance juridique doit s'accompagner d'une politique linguistique cohérente : dotation en moyens, formation de personnels qualifiés, élaboration de terminologies modernes, et intégration systématique des langues nationales dans l'éducation, les médias, la justice et l'administration publique.

La paix, en définitive, n'est pas un état figé mais un processus dynamique, ancré dans le dialogue, la mémoire et la reconnaissance mutuelle. Comme le disait Nelson Mandela : « *Si vous parlez à un homme dans une langue qu'il comprend, cela va à sa tête ; mais si vous lui parlez dans sa langue, cela va à son cœur.* » Ce propos illustre toute la puissance symbolique et émotionnelle de la langue dans la construction d'une paix sincère et partagée.

Ainsi, pour consolider durablement la paix et la réconciliation au Mali, il importe de poursuivre la randonnée des langues — ce voyage patient, collectif et créatif — vers une société transculturelle où chaque mot, chaque dialecte et chaque accent deviennent les notes d'une

même symphonie nationale. Ce chantier linguistique est aussi un chantier moral : il engage la responsabilité de l'État, des chercheurs, des éducateurs, des médias et des citoyens. C'est à cette condition seulement que le Mali plurilingue pourra devenir le Mali apaisé, réconcilié et durablement en paix.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMALAN (2023). Documents de politique linguistique. Bamako : Agence Malienne de la Langue et de l'Apprentissage National.
- Balandier, G. (1985). *Anthropo-logiques*. Paris : Presses Universitaires de France (PUF).
- Calvet, L.-J. (1999). *Pour une écologie des langues du monde*. Paris : Plon.
- Eboussi Boulaga, F. (2003). *Les conférences nationales en Afrique noire : une affaire à suivre*. Yaoundé : Presses de l'Imprimerie Saint-Paul.
- Fanon, F. (1952). *Peau noire, masques blancs*. Paris : Éditions du Seuil.
- Hampâté Bâ, A. (1970). *Conférence sur la tradition orale africaine*. Paris : UNESCO.
- Hampâté Bâ, A. (1992). *Amkoullel, l'enfant peul*. Paris : Éditions du Seuil.
- Haugen, E. (1972). *The Ecology of Language*. Stanford: Stanford University Press.
- Ki-Zerbo, J. (1980). Discours au colloque de l'Université de Ouagadougou.
- Koala, K. (1995). *Revue Éducation et Société*, Ouagadougou.
- Marcellesi, J.-B. (1998). « Diglossie, multilinguisme, plurilinguisme : quelques points de repère ». *Langage et société*, n°83, pp. 49–61.
- Ngũgĩ wa Thiong'o (1986). *Decolonizing the Mind: The Politics of Language in African Literature*. London : James Currey.
- République du Mali. (2023). *Constitution du Mali*. Article 31.
- Revue Manière de Voir*, n°97 : La bataille des langues.
- Salifou, A. (1993). Entretien dans *La Voix du Sahel*.
- Saussure, F. de (1916). *Cours de linguistique générale*. Payot.